



1er Octobre : tous et toutes en grève !

Premières secousses contre un gouvernement faible et minoritaire

En juillet 2024, quelques jours à peine après les élections législatives, nous écrivions : "Les travailleurs doivent faire irruption sur la scène politique : c'est l'enjeu du moment, des jours, semaines et mois à venir.

« Affirmons partout cette vérité : la France n'est pas divisée en trois « blocs électoraux » mais en deux classes sociales : le monde du travail et le grand patronat, qui dirige le pays et divise les travailleurs entre eux en distillant, notamment avec ses médias, le racisme et la xénophobie dans nos rangs.»

Cette position, de combativité et d'indépendance ouvrière, que nous avons porté tout au long des élections est plus que jamais d'actualité à l'heure où se dissipent les illusions électorales et se multiplient les fermetures d'usines et d'entreprises.

> Selon le Secours Populaire, 62% des Français ont connu ou sont sur le point de connaître une situation de pauvreté en 2024, soit une hausse de +4% depuis 2023. En parallèle, le nombre de milliardaires a doublé sous la présidence d'Emmanuel Macron tandis que le tiers du budget de l'Etat (+ de 150 milliards d'euros par an) alimente d'argent public gratuit les grands groupes et les dividendes de leurs actionnaires, véritable parasites.

Le gouvernement Barnier, ses alliés de droite et d'extrême-droite, et ses relais, ont pour mission de poursuivre la même politique anti-ouvrière et pro-patronale. Faible, minoritaire au Parlement comme dans le pays, illégitime et décrédibilisé, **le Pouvoir est en réalité aux abois : c'est donc le moment de frapper un grand coup et imposer les intérêts et les revendications des travailleurs** au cœur des enjeux et de l'attention politique et médiatique.

« [...] Un million de grévistes peuvent davantage que 12 millions d'électeurs. La solution ne viendra pas de tel ou tel cartel politique flou, ni seulement des élections mais d'un soulèvement politique à construire, c'est-à-dire une élévation des consciences, avec la CGT, ses syndicats et unions départementales, face à l'accélération des événements, malgré ou contre les institutions.»

#Unité



#Pain #Paix #Libertés

éditorial 24/09/2024

› Smic à 2000 euros nets, hausses générales des salaires, indexation des revenus sur l'inflation, retraite à 60 ans, contrôle des prix notamment de l'énergie... **le Peuple veut une amélioration significative de ses conditions de vie et de travail. Et, aussi, une reprise en main du pouvoir politique, confisqué depuis des années par un bloc ultra minoritaire dans le pays.**

Tout cela, ce Progrès social et véritable, nous pouvons l'arracher par la lutte, la grève, la mobilisation. C'est d'ailleurs le seul chemin possible. Nos actions et revendications peuvent et doivent culminer pour entraîner une large part du salariat dans un soulèvement social capable de destituer, non pas simplement Emmanuel Macron mais bien l'ensemble du système qui le nourrit, nous écrase et prépare l'arrivée au pouvoir de Marine Le Pen.

Le 1er octobre, journée de grève nationale et interprofessionnelle, peut et doit être une première secousse, à l'échelle du pays et de l'ensemble de l'économie. Soyons inventifs, ne nous interdisons aucun moyen d'action, soyons confiants dans la force du Peuple lorsque ce dernier prend conscience de sa capacité immense d'action, à l'image des Gilets Jaunes ou des puissantes grèves de ces dernières années, notamment de décembre 2019.

Organisons-nous pour construire, tous ensemble et en même temps, la riposte unitaire du monde du travail pour faire trembler et chuter l'économie, le pouvoir politique et ses forces sécuritaires !

Exigeons et revendiquons

- Nationalisation sous contrôle des travailleurs des secteurs industriels et logistiques
- Fermeture de la Bourse et saisie des banques
- Abrogation de la réforme des retraites et retraite à 60 ans, 55 ans pour les métiers pénibles
- Augmentation générale des salaires, pensions, allocations, SMIC à 2000 euros nets
- Rétablissement de l'échelle mobile des salaires et indexation des salaires, pensions, allocations sur l'inflation
- Défense des services publics, de l'école, de l'hôpital ...
- Sécurité sociale reposant à 100% sur les cotisations sociales et gérée uniquement par les travailleurs
- Abrogation des lois travail, de la loi immigration, de la réforme de l'assurance chômage
- Arrêt de la répression et abrogation de toutes les lois sécuritaires
- Paix en Ukraine et en Palestine, embargo sur les livraisons d'armes à l'Ukraine et à Israël
- Sortie de l'UE, de l'OTAN, de l'OMC, du FMI